

LIBRARY - BIBLIOTHÈQUE
LIBRARY - BIBLIOTHÈQUE
LIBRARY - BIBLIOTHÈQUE



Agriculture
Canada

DEPARTMENTAL LIBRARY
BIBLIOTHÈQUE DU MINISTÈRE
ÉDIFICE SIR JOHN CARLING BLDG.
OTTAWA ONTARIO
K1A 0G5

LIBRARY - BIBLIOTHÈQUE

Le circuit agro-alimentaire canadien

aperçu général

PUBLICATION 5152/F, on peut obtenir des exemplaires à la
Direction générale des communications, Agriculture Canada,
Ottawa K1A 0C7

©Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1985
N° de cat. A15-5152/1985F ISBN: 0-662-92926-8
Impression 1981 Révision 1985 1.5M-9:85



Digitized by the Internet Archive
in 2012 with funding from
Agriculture and Agri-Food Canada – Agriculture et Agroalimentaire Canada

AVANT-PROPOS

La présente publication donne un aperçu succinct mais complet du circuit agro-alimentaire canadien des années quatre-vingt. Elle contient une description des diverses composantes du circuit, de leurs rapports avec d'autres secteurs de l'économie, et brosse un tableau des nombreuses transformations en cours. Je souhaite vivement que cette publication permette au public de mieux comprendre et d'apprécier davantage un secteur qui touche la vie de tous les Canadiens.

Le contenu de cette publication a été préparé par les membres de la Direction générale du développement régional et de celle de la commercialisation et de l'économie d'Agriculture Canada. Dans nombre de cas, les statistiques leur ont été fournies par Statistique Canada et d'autres organismes gouvernementaux.

Le ministre de l'agriculture,

A handwritten signature in black ink, reading "John Wise". The signature is written in a cursive style with a large, sweeping initial "J".

John Wise

TABLE DES MATIÈRES

LE CIRCUIT AGRO-ALIMENTAIRE CANADIEN / 9

RESSOURCES AGRICOLES DU CANADA / 10

Superficies / 10

Population agricole et nombre d'exploitations / 12

Valeur du capital agricole / 14

FACTEURS DE PRODUCTION ET INDUSTRIES DE SERVICES / 15

Dépenses agricoles / 15

Crédit / 16

Machines agricoles / 17

Engrais et produits antiparasitaires / 18

Énergie / 19

Dépenses gouvernementales / 20

PRODUCTION ET DÉBOUCHÉS / 21

Recettes agricoles en espèces / 21

Blé / 22

Céréales secondaires / 24

Oléagineux / 26

Bœuf / 28

Produits laitiers / 30

Porc / 32

Volaille et œufs / 34

Horticulture / 36

TRANSFORMATION, DISTRIBUTION, VENTE AU DÉTAIL ET RESTAURATION / 38

Transformation industrielle des aliments et des boissons / 38

Commercialisation et distribution / 40

Vente au détail des aliments / 40

Restauration / 42

CONSOMMATION ET DÉPENSES ALIMENTAIRES / 43

COMMERCE INTERNATIONAL / 44

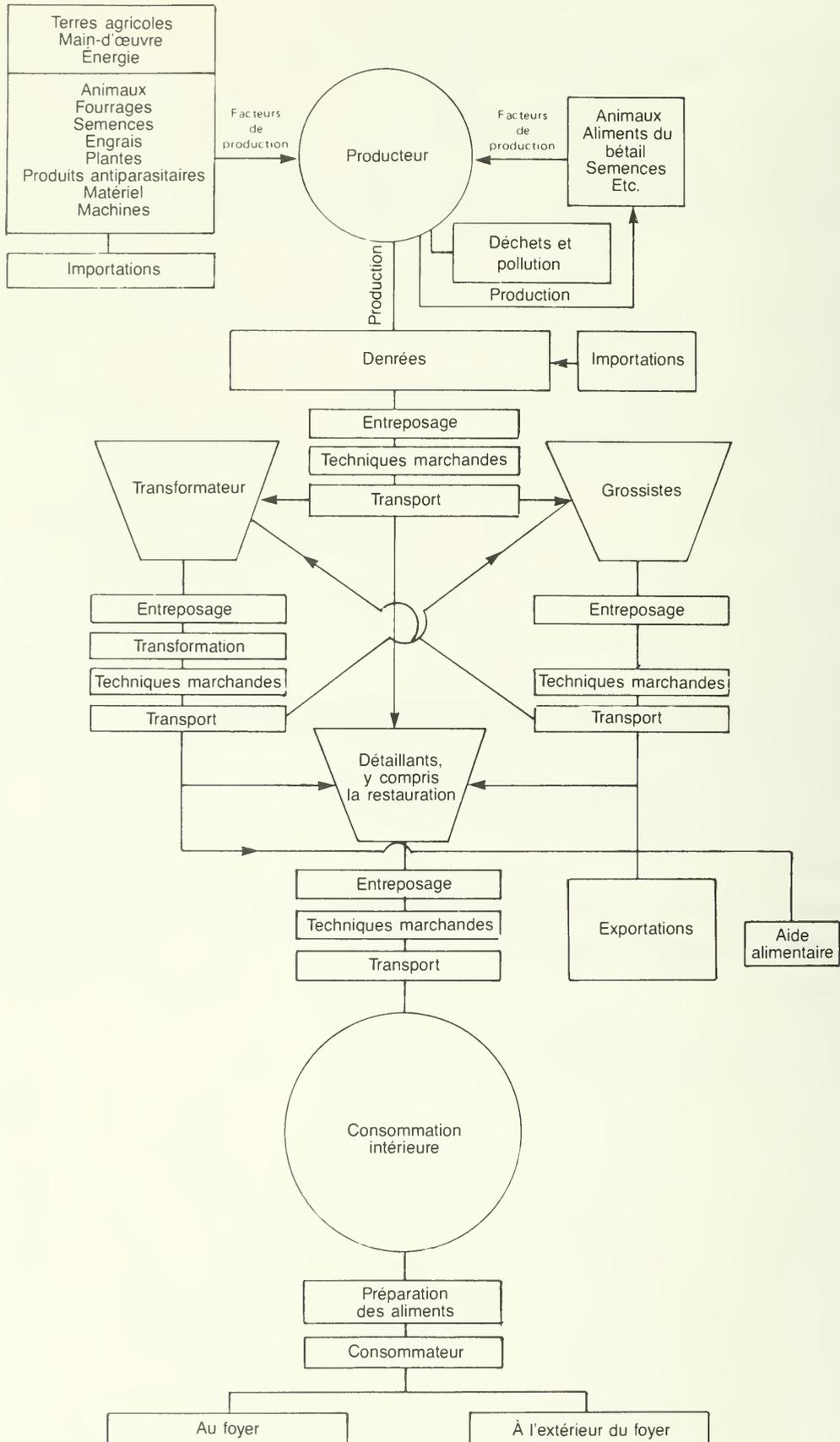
Exportations / 44

Importations / 44

Commerce des produits alimentaires / 44

SOURCES DES DONNÉES / 46

Le circuit agro-alimentaire canadien



LE CIRCUIT AGRO-ALIMENTAIRE CANADIEN

Les agriculteurs canadiens produisent une vaste gamme de produits : du blé, de l'orge, des oléagineux, des fruits, des légumes, du bœuf, du porc, de la volaille et du lait. Certains de ces produits vont directement à la consommation, mais, pour la plupart, ils empruntent un circuit très complexe de transformation et de distribution, avant d'être acheminés vers le marché intérieur ou le marché d'exportation.

Les industries fournisseuses de facteurs de production agricole représentent un segment important du circuit alimentaire. Elles procurent le carburant, les machines, les engrais et les aliments du bétail. Certains facteurs de production sont produits à la ferme et servent directement à la production d'autres denrées agricoles; c'est le cas, par exemple, du maïs et de l'orge utilisés dans la production des bovins et des porcs et de certaines récoltes utilisées comme semences. Le crédit est également un facteur de production essentiel à l'exploitation agricole.

Du producteur au consommateur, la valeur ajoutée des denrées de production intérieure et des denrées importées augmente à mesure qu'elles franchissent les diverses étapes de transport, d'entreposage, de transformation, de vente au gros et de vente au détail. L'industrie des services alimentaires, qui englobe la restauration et la préparation d'aliments destinés à la consommation, constitue également un segment important du circuit.

Les gouvernements, tant à l'échelon fédéral que provincial, participent au circuit agro-alimentaire de diverses manières, notamment par leurs activités d'inspection et de réglementation en matière de qualité et d'innocuité des aliments, leurs activités de recherche sur les cultures et le bétail, d'expansion des marchés, de développement agricole régional, de stabilisation du revenu, de mise en valeur du territoire et de conservation des sols, et du fait qu'ils fournissent aux agriculteurs de l'information sur la production et la commercialisation.

Chaque année, les consommateurs consacrent plus de 40 milliards de dollars à l'alimentation et environ le quart de cette somme correspond à des repas qui sont pris à l'extérieur du foyer. Les achats d'aliments, de boissons et de tabac correspondent à 18 % du revenu disponible. Exception faite des États-Unis et des Pays-Bas, ce pourcentage est plus faible que dans tout autre pays du monde.

Les marchés internationaux constituent d'importants débouchés pour les produits agricoles canadiens et le commerce agricole contribue fortement au surplus de la balance commerciale du Canada.

On peut mesurer l'importance du circuit agro-alimentaire en évaluant sa contribution à la valeur totale des biens et des services produits dans l'économie. La production agricole, la transformation des aliments et des boissons et la distribution des produits agricoles, des produits alimentaires et des boissons représente environ 9 à 10 % de la production totale. Si on ajoutait les industries pourvoyeuses de facteurs de production, les industries de services et les gouvernements, la contribution du circuit agro-alimentaire représenterait de 12 à 14 % du total environ.

RESSOURCES AGRICOLES DU CANADA

Superficies

Entre 1976 et 1981, les superficies des exploitations agricoles canadiennes ont baissé, passant de 68 à 66 millions d'hectares (Tableau 1). Cette diminution reflète une tendance à long terme selon laquelle l'augmentation progressive des superficies améliorées demeure moindre que la réduction des superficies non améliorées.

Les terres les plus productives sont consacrées aux cultures et aux jachères. Les autres superficies agricoles servent au pâturage, à la culture du foin, à la production forestière et à d'autres fins.

Les superficies combinées de culture et de jachères sont passablement stables d'une année à l'autre, mais elles tendent présentement à s'accroître lentement au fur et à mesure que les terres sont améliorées et mises en culture. En 1981, ces superficies se chiffraient à 41 millions d'hectares. Cependant, l'évolution des marchés et des conditions climatiques donnent lieu à de fortes variations annuelles des jachères.

Les types de culture varient d'une région à l'autre du Canada. La majorité des cultures de blé, d'avoine, d'orge, de seigle, de lin, de canola, de moutarde et de tournesol est concentrée dans la régions des Prairies.

Le soja, le tabac et les haricots sont cultivés en Ontario, le maïs fourrager et le maïs céréalier en Ontario et au Québec et les pommes de terre dans les Maritimes, en Ontario et au Québec. Les cultures fruitières se pratiquent dans des régions assez bien délimitées : la vallée de l'Okanagan en Colombie-Britannique, la péninsule du Niagara en Ontario et la vallée de l'Annapolis en Nouvelle-Écosse sont trois des régions les plus importantes où on cultive des fruits.

Les terres servent également, directement et indirectement, à la production du bétail et de la volaille. L'élevage des bovins, des ovins et des chevaux dépend surtout des prairies naturelles et artificielles et des terres à foin, mais également de certaines grandes cultures céréalières. Pour la production du porc et de la volaille, on a surtout recours aux grandes cultures céréalières.

Tableau 1 Superficie totale des exploitations agricoles, Canada, 1976 et 1981

Type de terre	1976 (milliers d'hectares)	1981 (milliers d'hectares)
Superficie totale des exploitations	68 427	65 889
Terres améliorées	44 227	46 122
– cultures végétales	28 344	30 966
– jachères	10 920	9 702
– cultures et jachères (total)	39 264	40 668
– pâturages	4 064	4 405
– autres terres améliorées	899	1 049
Terres non améliorées	24 200	19 768
– terres boisées	4 367	3 551
– prairies naturelles, terres à foin, autres terres non améliorées	19 833	16 217

Tableau 2 Superficies en culture, Canada, 1981

Cultures	(milliers d'hectares)
Blé	12 452
Avoine céréalière	1 542
Orge céréalière	5 457
Céréales mixtes	541
Maïs céréaliier	1 142
Seigle céréaliier	443
Sarrasin	67
Lin	479
Soja	283
Tournesol	118
Colza	1 405
Moutarde	88
Maïs à ensilage	397
Foin cultivé	5 115
Avoine fourragère	483
Autres cultures fourragères	250
Pommes de terre	110
Tabac	54
Betterave sucrière	30
Pois	63
Haricots	79
Légumes	117
Arbres fruitiers	47
Petits fruits	31
Produits de pépinières	11
Indéterminé	162
TOTAL DES CULTURES	30 966

Tableau 3 Bétail et volaille des exploitations agricoles, Canada, 1981

	(en milliers)
Bovins	13 502
– vaches laitières	1 772
– vaches de boucherie	3 517
– génisses	2 278
– bouvillons	1 768
– taureaux	268
– veaux	3 898
Porcs	9 875
Moutons	817
Chevaux et poneys	358
Poules et poulets	92 718
Dindons	8 705
Oies	486
Canards	724

Population agricole et nombre d'exploitations

Pour la plupart des familles agricoles canadiennes, l'exploitation agricole est aussi bien un chez-soi qu'un lieu de travail. C'est de la population qui habite les exploitations agricoles (Tableau 4) que proviennent la plupart des travailleurs et des gestionnaires rémunérés, ou non, dont dépend la production commerciale. Ces ressources humaines comprennent l'exploitant agricole, sa famille et les travailleurs salariés.

En 1981, la population agricole du Canada représentait environ 4,4 % de la population totale. Ce pourcentage varie considérablement d'une province à l'autre, selon l'importance du secteur agricole de la province par rapport à l'ensemble de son économie. En 1981, l'agriculture canadienne employait 485 000 personnes, soit 4,4 % de la main-d'oeuvre totale de l'économie.

Le Canada comptait 318 000 exploitations agricoles en 1981, soit une baisse de 20 000 depuis 1976 (Tableau 5). Cette baisse s'inscrit dans une tendance à long terme attribuable à certains changements comme la mécanisation du travail agricole, l'amélioration des compétences en gestion des exploitants et le nombre accru d'occasions d'emplois dans les secteurs autres que l'agriculture.

La taille des exploitations varie considérablement. Selon les critères du recensement, certaines exploitations sont si petites que leur chiffre de ventes est inférieur à 250 \$ par année, tandis que d'autres occupent de très grandes superficies, font appel à des investissements considérables en machines et en équipements, utilisent des techniques avancées et affichent des recettes de l'ordre de dizaines de milliers de dollars. Celles dont les ventes sont égales ou supérieures à 50 000 \$ représentent environ 75 % de la production agricole totale mais environ 25 % seulement de l'ensemble des producteurs.

Tableau 4 Population agricole et population totale du Canada par province, 1981

Province	Population		Population agricole en pourcentage de la population totale
	agricole	totale	
Terre-Neuve	2 494	567 681	0,4
Île-du-Prince-Édouard	12 160	122 506	9,9
Nouvelle-Écosse	18 116	847 442	2,1
Nouveau-Brunswick	15 436	696 403	2,2
Québec	195 152	6 438 403	3,0
Ontario	288 743	8 625 107	3,3
Manitoba	98 375	1 026 241	9,6
Saskatchewan	187 163	968 313	19,3
Alberta	195 284	2 237 724	8,7
Colombie-Britannique	68 714	2 744 467	2,5
CANADA	1 081 637	24 343 181*	4,4

*Y compris le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest

Tableau 5 Nombre d'exploitations agricoles au Canada par province, 1976 et 1981

Province	1976	1981
Terre-Neuve	878	679
Île-du-Prince-Édouard	3 677	3 154
Nouvelle-Écosse	5 434	5 045
Nouveau-Brunswick	4 551	4 063
Québec	51 587	48 144
Ontario	88 801	82 448
Manitoba	32 104	29 442
Saskatchewan	70 958	67 318
Alberta	61 130	58 056
Colombie-Britannique	19 432	20 012
CANADA	338 578*	318 361

*Y compris le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest

Valeur du capital agricole

De 1976 à 1981, la valeur du capital des exploitations agricoles a plus que doublé pour atteindre 130 milliards de dollars (Tableau 6), une moyenne de 410 000 \$ par exploitation. Cette augmentation est attribuable à l'augmentation des prix, à une augmentation moindre mais non négligeable de la quantité des actifs ainsi qu'à une certaine amélioration qualitative des actifs.

La valeur des terres et des bâtiments agricoles est passée de 44 à 74 milliards de dollars, à cause surtout des effets de l'inflation sur la valeur des terres. L'accroissement de la valeur du bétail et de la volaille a également été imputable à l'augmentation des prix.

La valeur accrue des machines a surtout été attribuable à la hausse des prix, mais également à une augmentation importante du nombre de machines, de leur taille et de leur degré de perfectionnement, qui correspondent au progrès continu de la mécanisation agricole.

Abstraction faite de l'inflation, en raison de progrès quantitatifs et qualitatifs, la valeur des actifs agricoles a augmenté de 21 % environ entre 1976 et 1981.

Tableau 6 Valeur du capital agricole, Canada, 1976 et 1981

	1976 (en milliards de dollars)	1981 (en milliards de dollars)	Valeur en dollars par exploitation en 1981
Capital agricole			
Terres et bâtiments	43,6	103,3	325 000
Machines et équipement	9,0	17,4	55 000
Bétail et volaille	4,5	9,7	30 000
TOTAL	57,1	130,4	410 000

FACTEURS DE PRODUCTION AGRICOLE ET INDUSTRIES DE SERVICES

Dépenses agricoles

Le Tableau 7 illustre l'importance relative de divers facteurs de production achetés par rapport aux dépenses d'exploitation totales.

Les facteurs de production qui ont contribué à une part importante des dépenses au cours des années soixante-dix, soit l'énergie et les facteurs connexes, les aliments du bétail, le crédit, la réparations des machines et la rétribution de la main-d'œuvre salariée, continuaient d'être importants en 1983 et représentaient environ 75 % de l'ensemble des dépenses agricoles.

Les dépenses au chapitre des frais de crédit, des engrais, des antiparasitaires et de l'électricité ont continué d'augmenter de 1976 à 1983. L'augmentation des frais de crédit a été attribuable à des taux d'intérêt plus élevés et à la valeur croissante des terres et des machines, tandis que la hausse des coûts des engrais, des antiparasitaires et de l'électricité traduisaient aussi bien l'augmentation des prix qu'une utilisation accrue.

Les dépenses en carburant ont augmenté fortement au cours de la période 1976-1983, à cause d'une augmentation importante des prix et d'une légère augmentation de l'utilisation. Les dépenses en salaires ont augmenté en raison de l'augmentation des salaires et du nombre de travailleurs salariés; les coûts des aliments du bétail ont augmenté à cause des prix plus élevés et de l'utilisation accrue. Les dépenses touchant à la réparation des machines agricoles ont surtout augmenté à cause des hausses de prix.

Tableau 7 Dépenses d'achat de facteurs de production par poste principal, Canada, 1983

Poste	Dépenses (en millions de dollars)	Pourcentage du total
Énergie, total	3 291	25,9
– carburant pétrolier et mazout	1 467	11,5
– engrais	1 012	8,0
– antiparasitaires	544	4,3
– électricité	268	2,1
Aliments du bétail	2 009	15,8
Frais de crédit	1 875	14,8
Réparation des machines	1 113	8,8
Salaires	1 227	9,7
Loyer agricole	661	5,2
Porcs et bovins d'engraissement	389	3,1
Impôts fonciers	276	2,2
Autres dépenses	1 856	14,6
TOTAL	12 697	100,0

Crédit

La croissance des dépenses d'exploitation et de la valeur du capital agricole a entraîné une augmentation considérable des besoins de crédit des agriculteurs au cours de la dernière décennie. L'endettement agricole total et les emprunts annuels ont à peu près quadruplé au cours de la période 1971-1983. Les agriculteurs font appel à diverses sources de crédit telles que la Société du crédit agricole, les organismes gouvernementaux provinciaux, les banques, les caisses de crédit, les fournisseurs, les coopératives et les particuliers. Au cours des dernières années, se sont les prêts à long terme qui ont le plus augmenté étant donné que la hausse des prix et des taux d'intérêt a nécessité des périodes de remboursement plus longues.

Selon les enquêtes faites par la Société du crédit agricole en 1981 et en 1984, les valeurs actives ont baissé tandis que les dettes ont continué d'augmenter (Tableau 8). Conséquemment, la valeur nette a fléchi de 4,3 %, passant de 99,9 à 95,6 milliards de dollars. La baisse des valeurs actives a surtout été attribuable à une diminution des prix des terres agricoles découlant de la diminution des revenus agricoles et de l'augmentation des taux d'intérêt durant la période 1981-1984.

Tableau 8 Bilan de l'agriculture canadienne en 1981 et 1984

	1981 (en millions de dollars)	1984 (en millions de dollars)
<i>Actifs</i>		
Total à court terme	14 552	13 881
Total à moyen terme	26 749	29 710
Total à long terme	76 195	72 722
Total des actifs	117 496	116 313
<i>Dettes</i>		
Total à court terme	2 902	3 425
Total à moyen terme	4 052	4 501
Total à long terme	10 687	12 802
Total des dettes	17 641	20 728
Valeur nette (actifs moins dettes)	99 855	95 585
Avoir des propriétaires (valeur nette comme pourcentage du total des actifs)	85	82

Machines agricoles

L'industrie des machines agricoles fournit aux agriculteurs canadiens une vaste gamme d'outils et de pièces d'équipement allant du tracteur à la trapeuse mécanique et de la herse à la moissonneuse-batteuse. Dans nombre de cas, ces machines sont conçues particulièrement en fonction des conditions canadiennes d'exploitation. En 1982, le vaste réseau canadien de vente et de distribution des machines agricoles a assuré la vente de machines dont la valeur de gros s'est chiffrée à 1,9 milliard de dollars (Tableau 9).

Le Canada compte près de 200 fabricants de machines agricoles destinées au marché international. Étant donné que les produits de ces sociétés représentent entre 60 % et 70 % de la valeur des ventes intérieures de machines agricoles et que les volumes d'importation et d'exportation de machines agricoles sont très considérables, les prix et les conditions du marché canadien sont le reflet de la situation du marché mondial.

La tendance à la mécanisation a grandement contribué à l'augmentation de la productivité de l'agriculture canadienne. Entre 1976 et 1982, la valeur en capital des machines agricoles a augmenté à un taux annuel de 2 % environ en termes réels. Entre 1980 et 1984, les agriculteurs ont acheté chaque année environ 2 milliards de dollars de nouvel équipement. Par conséquent, les machines dont ils disposent sont relativement neuves et perfectionnées. Parallèlement, l'emploi agricole a fléchi légèrement à mesure que les machines ont remplacé la main-d'œuvre.

Tableau 9 Principales données statistiques, secteur de la machinerie agricole, Canada, 1976 et 1982

	1976	1982
1. Ventes au détail de machines et de pièces :		
– en millions de dollars courants	1 289	1 896
– en millions de dollars de 1981	2 181	1 790
2. Valeur du parc de machines agricoles :		
– en millions de dollars courants	9 034	18 474
– en millions de dollars de 1981	15 286	17 445
3. Indice de remplacement des machines agricoles (1981 = 100)*	59,1	105,9
4. Emplois agricoles (en milliers)	472	462
5. Valeur des machines agricoles en dollars de 1981 (2) par emploi agricole (4)	32 400	37 800
6. Industrie canadienne de fabrication des machines agricoles :		
– contribution au PIB :		
– en millions de dollars courants	302	385
– en millions de dollars de 1981	532	343
– expéditions, en millions de dollars courants	853	1 142
– importations, en millions de dollars courants	1 318	1 688
– exportations, en millions de dollars courants	540	651
– emplois (nombre)	12 934	9 086
– établissements (nombre)	148	197

*Indice des prix des nouvelles machines

Engrais et produits antiparasitaires

Les exploitations agricoles canadiennes continuent d'utiliser de plus en plus d'engrais. En effet, l'utilisation des trois principaux éléments nutritifs, l'azote, le phosphate et la potasse, est passé de 1,3 million de tonnes en 1976 à 2 millions de tonnes en 1983, soit une augmentation de 53 % en sept ans (Tableau 10).

Au cours de cette période, les prix des engrais ont augmenté de 55 %, soit une progression nettement inférieure à celle des prix de l'ensemble des facteurs de production agricole, qui a atteint 79 %.

Le Canada est un important producteur et un important exportateur d'engrais. Il est au premier rang comme exportateur de potasse et au deuxième rang, derrière l'Union soviétique, comme producteur de cet engrais. Le Canada ne consomme cependant que des quantités relativement petites de potasse : la consommation intérieure ne représente que 5 % environ de la production des onze mines du pays.

Les dépenses consacrées à l'achat d'antiparasitaires (herbicides, insecticides et fongicides) par les agriculteurs canadiens ont pratiquement triplé de 1976 à 1983, passant de 187 à 544 millions de dollars (Tableau 11). Correction faite pour l'inflation, il s'agit d'une augmentation de 63 %, ce qui indique que l'utilisation de ces produits (surtout celle des herbicides) a augmenté considérablement.

Toutefois, ces produits ne représentent encore qu'une proportion minime des dépenses agricoles, soit environ 3,5 % en 1983. Les herbicides représentent les trois quarts de la valeur des ventes d'antiparasitaires aux agriculteurs.

La valeur des importations des antiparasitaires, par rapport à celle des achats de ces produits par les agriculteurs, a baissé entre 1976 et 1983, passant de 53 % à 42 %.

Tableau 10 Principales données statistiques du secteur des engrais, Canada, 1976 et 1983

Poste	Année prenant fin le 30 juin	
	1976	1983
Production des fabricants		
– N (milliers de tonnes)	805	2 182
– P ₂ O ₅ (milliers de tonnes)	786	561
– K ₂ O (milliers de tonnes)	4 832	5 378
Importations totales (à l'exclusion de la roche phosphatée) (milliers de tonnes)	447	682
Exportations totales (milliers de tonnes)	8 384	9 701
Consommation intérieure totale (milliers de tonnes d'éléments nutritifs)	1 307	1 996
Indice des prix des engrais (1981 = 100)	59,6	92,2
Indice des prix de l'ensemble des facteurs de production agricole (1981 = 100)	57,9	103,6

Tableau 11 Dépenses consacrées à l'achat de produits antiparasitaires par les agriculteurs, Canada, 1976 et 1983

Unité de mesure	1976	1983
Millions de dollars courants	187	544
Indice des prix des produits (1981 = 100)	63,3	112,7
Millions de dollars de 1981	295	482

Énergie

Au total, le circuit agro-alimentaire absorbe environ 11 % des achats d'énergie au Canada, dont 3,1 % correspondent à la production primaire (consommation de carburant agricole), 2,4 % à la transformation et à l'emballage, 2 % au transport et à la vente au détail et 3,5 % à la conservation et à la préparation des aliments par le consommateur.

En 1981, les coûts de l'énergie consommée directement dans la production agricole et dans la production en serres se sont élevées respectivement à 1,217 milliard et à 28 millions de dollars. Par comparaison, les coûts de l'énergie utilisée dans la transformation des aliments se sont élevés à 422 millions de dollars en 1980.

Comme l'indique le Tableau 12, les dépenses les plus importantes liées à l'utilisation directe d'énergie dans les exploitations agricoles sont consacrées au carburant diesel, à l'essence et à l'électricité. Les agriculteurs des Prairies utilisent environ les deux tiers du carburant diesel et de l'essence absorbés par le secteur agricole.

La quantité totale d'énergie utilisée directement par les agriculteurs peut être réduite grâce au perfectionnement technique de l'équipement, à une meilleure gestion des carburants qui servent au fonctionnement de l'équipement mobile et à une meilleure gestion du chauffage, de la ventilation, de l'éclairage et des moteurs fixes par les exploitants de serres et les éleveurs de bétail et de volaille.

Tableau 12 Dépenses énergétiques des exploitations agricoles, par genre d'énergie, 1981

Genre d'énergie	Dépenses (en millions de dollars)
Essence	448,2
Carburant diesel	464,6
Gaz de pétrole liquéfiés	45,3
Gaz naturel	34,9
Huile à chauffage et mazout léger	46,8
Électricité	177,4
TOTAL	1 217,3

Dépenses gouvernementales

Pour l'année financière 1982-1983, les dépenses gouvernementales consacrées au circuit agro-alimentaire se sont élevées à 3,7 milliards de dollars. La part du gouvernement fédéral, qui englobe les dépenses d'Agriculture Canada et des autres ministères et agences du gouvernement canadien s'est élevée à 2,3 milliards de dollars et celles des dix gouvernements provinciaux à 1,4 milliard de dollars.

Ces dépenses servent à diverses fins et sont consenties à divers niveaux du circuit agro-alimentaire. Certaines dépenses, comme celles qui sont liées à l'assurance-récolte et à la recherche sur les cultures et les élevages intéressent plus particulièrement le secteur de la production agricole, tout en procurant des avantages à l'ensemble du circuit agro-alimentaire et de l'économie. Les dépenses consacrées à la santé des animaux et à l'inspection et au classement des produits agricoles, aux diverses étapes de la production alimentaire, assurent la qualité des aliments dans l'intérêt des consommateurs. Les dépenses grâce auxquelles des normes de fabrication et d'utilisation de produits chimiques agricoles sont élaborées et appliquées assurent la protection des être humains, des animaux et des plantes. À d'autres niveaux, les dépenses peuvent servir à favoriser la commercialisation des produits agricoles et les échanges commerciaux et à développer l'agriculture dans les régions à croissance plus lente.

Tableau 13 Dépenses gouvernementales appliquées au circuit agro-alimentaire, Canada, 1982-1983

	(en millions de dollars)
Gouvernement fédéral	2 283
Gouvernements provinciaux	1 436
TOTAL	3 719

PRODUCTION ET DÉBOUCHÉS

Recettes agricoles en espèces

Le Tableau 14 illustre l'importance relative des produits agricoles et des groupements de produits dans le circuit agro-alimentaire canadien.

En 1983, les produits végétaux ont représenté 49 % des recettes totales en espèces et les produits animaux, 50 %. Pour les productions végétales, les chiffres de vente des céréales et des oléagineux ont été les plus importants, tandis que, dans le groupe des productions animales, les ventes de bovins, de produits laitiers et de porcs ont dominé.

Selon les données sur les chiffres de vente du début des années quatre-vingt, les ventes de produits végétaux ont continué d'être relativement plus importantes par rapport aux ventes totales qu'avant le milieu des années soixante-dix, moment à partir duquel les ventes de produits végétaux ont pris un essor rapide en raison d'une forte demande et de l'augmentation des prix des produits. En 1976, les ventes de produits végétaux représentaient 46 % des ventes totales, soit une augmentation appréciable par rapport au pourcentage de 40 % qui prévalait avant le milieu des années soixante-dix.

Tableau 14 Recettes agricoles en espèces, au Canada, par groupe de produits et produits principaux, 1983

Poste	Recettes (en millions de dollars)	Pourcentage des recettes totales
Produits végétaux	9 114	48,6
– blé	4 240	22,6
– céréales secondaires (avoine, orge, seigle, maïs)	1 633	8,7
– oléagineux (lin, canola, soja)	1 127	6,0
– fruits, légumes et produits de pépinière	1 007	5,4
– autres cultures	1 107	5,9
Bétail et produits animaux	9 355	50,0
– bovins et veaux	3 430	18,3
– produits laitiers et subventions	2 758	14,7
– porcs	1 712	9,1
– volaille et œufs	1 254	6,7
– autres animaux	201	1,1
Autres recettes en espèce	257	1,4
TOTAL	18 726	100,0

Blé

Le blé est la plus importante des grandes cultures du Canada. Environ 97 % des 12 à 14 millions d'hectares ensemencés chaque année sont situés dans les provinces des Prairies. En 1983, les agriculteurs de ces provinces ont retiré 4,185 milliards de dollars de leurs ventes de blé, soit plus de 41 % du total de leurs recettes agricoles en espèces.

Le marché intérieur du blé est restreint. On compte donc sur les marchés d'exportation pour écouler environ 82 % de la production.

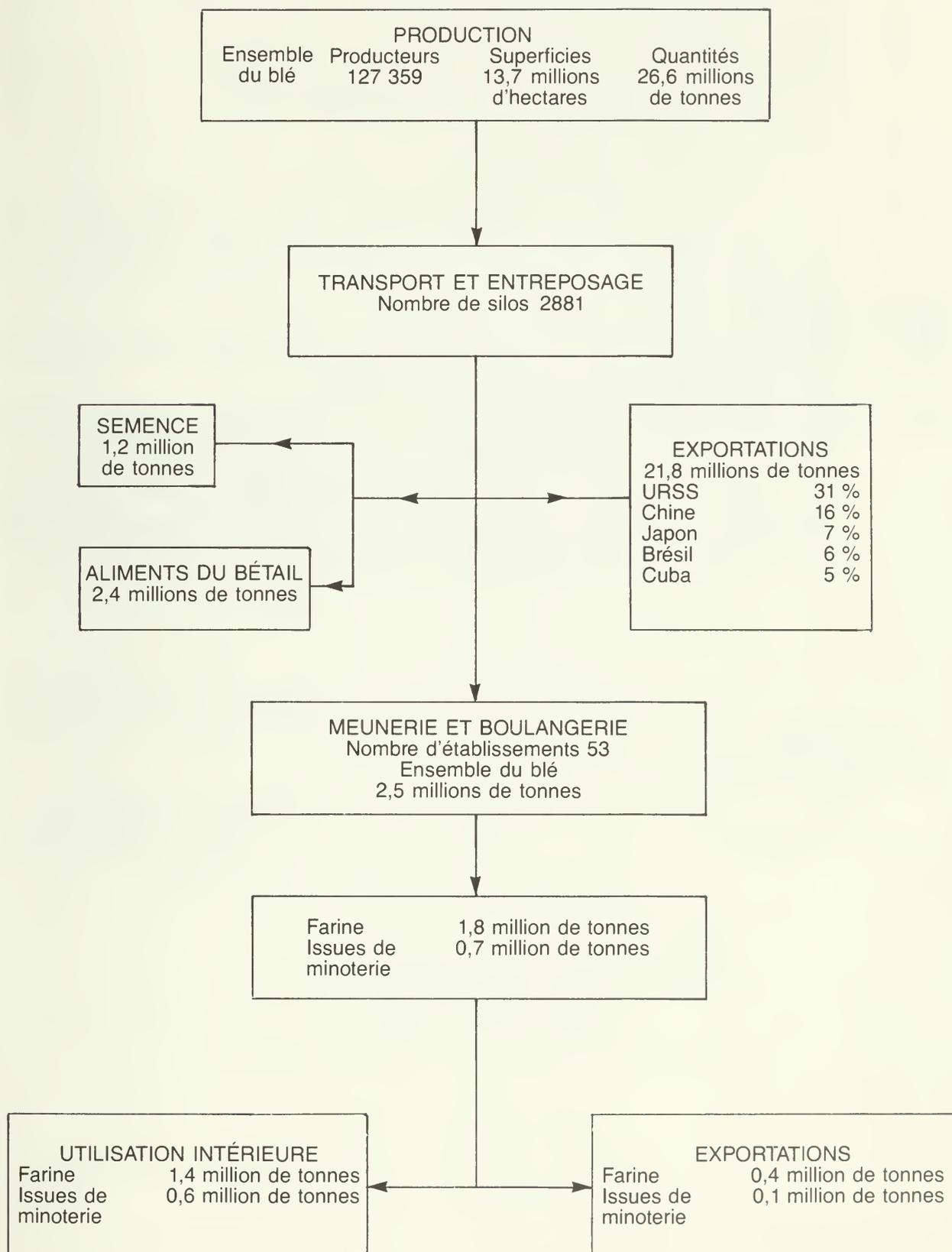
Les exportations de blé constituent une source importante de devises étrangères. Elles représentaient, en 1983, 50 % de la valeur totale des exportations de produits agricoles canadiens et environ 5 % de la valeur totale de l'ensemble des exportations de marchandises.

Exception faite du blé utilisé au Canada pour la consommation humaine, dont le prix est fixé conformément à une politique de double prix du blé, le prix auquel le producteur vend son produit correspond essentiellement au prix du marché international.

La Commission canadienne du blé est, à quelques exceptions près, l'agence unique de commercialisation du blé cultivé dans l'Ouest canadien et destiné au commerce interprovincial et à l'exportation.

Au Canada, le blé est surtout utilisé dans le secteur des meuneries, qui en absorbe 2 millions de tonnes par année, et par le secteur de la fabrication des aliments du bétail, qui en utilise environ 2,4 millions de tonnes. Le secteur des céréales et des aliments de table utilisent des quantités relativement faibles de blé.

Le circuit du blé, 1983-1984



Céréales secondaires

La production de céréales secondaires au Canada occupe environ huit millions d'hectares, situés surtout dans les Prairies et en Ontario. Environ 75 % des terres ensemencées en céréales secondaires sont situées dans les Prairies, qui représentent également environ 75 % de la valeur à la production de ces céréales. Les céréales secondaires sont surtout utilisées dans l'alimentation du bétail et de la volaille. Les secteurs de l'alimentation et des boissons alcooliques en absorbent des quantités relativement faibles.

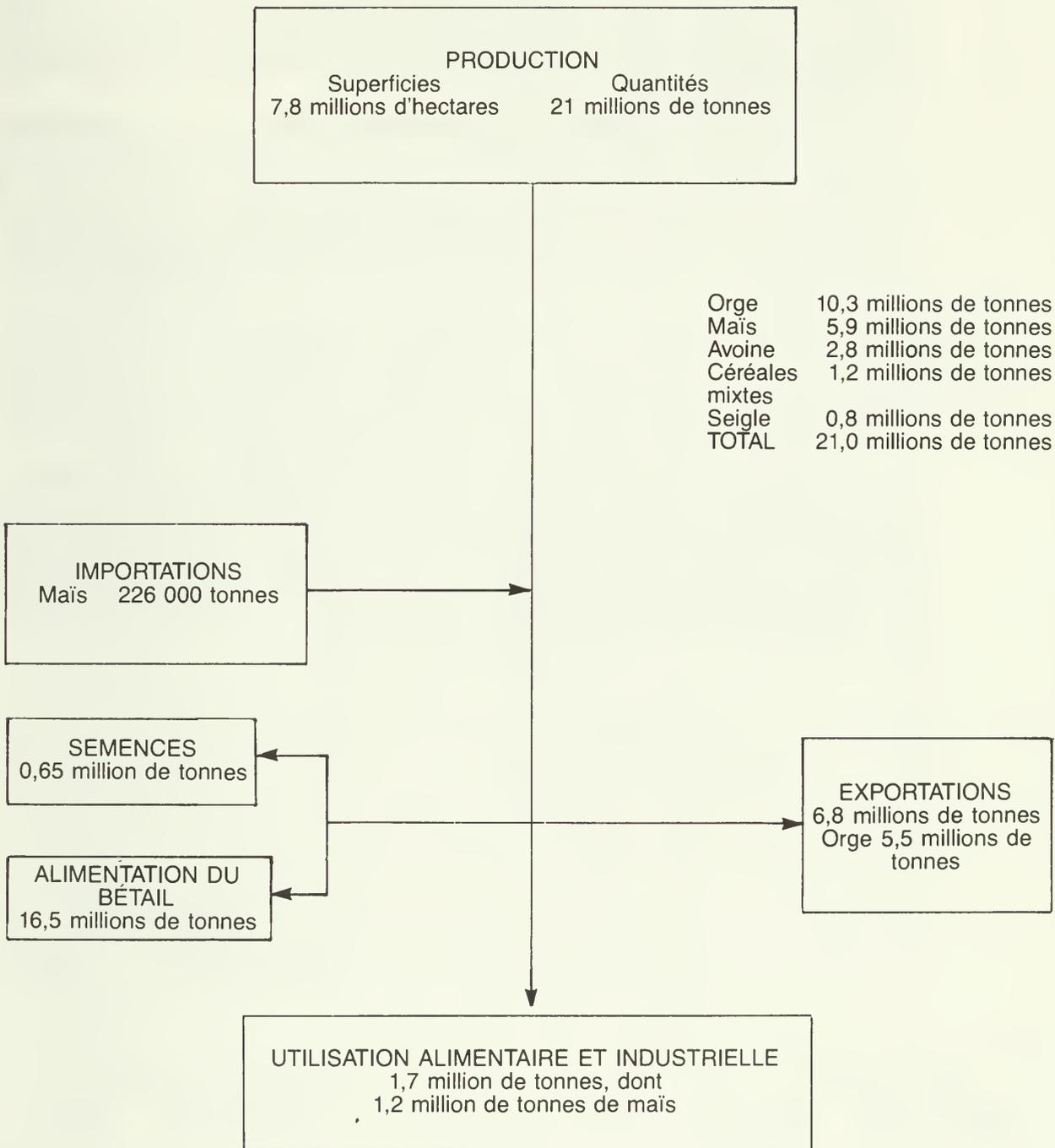
Au niveau de la valeur de production, les principales céréales secondaires sont l'orge, l'avoine, le maïs, les céréales mixtes et le seigle. Les cultures mixtes sont surtout des cultures d'orge et d'avoine. La production de maïs, de même que les superficies consacrées à cette culture, ont augmenté considérablement en Ontario, la principale région productrice.

La production de céréales secondaires est déficitaire dans les provinces de l'Atlantique, au Québec et en Colombie-Britannique, tandis qu'elle est excédentaire dans les provinces des Prairies et en Ontario.

Dernièrement, la demande de céréales secondaires est à la hausse dans les quatre industries secondaires du brassage, de la distillerie, de la fabrication des aliments du bétail et de la fabrication de la farine et des céréales de table.

L'orge est la plus importante céréale secondaire d'exportation du Canada. Les exportations canadiennes de cette céréale ont, en 1983-1984, représenté environ 38 % du total des exportations mondiales d'orge.

Le circuit des céréales secondaires, 1983-1984



Oléagineux

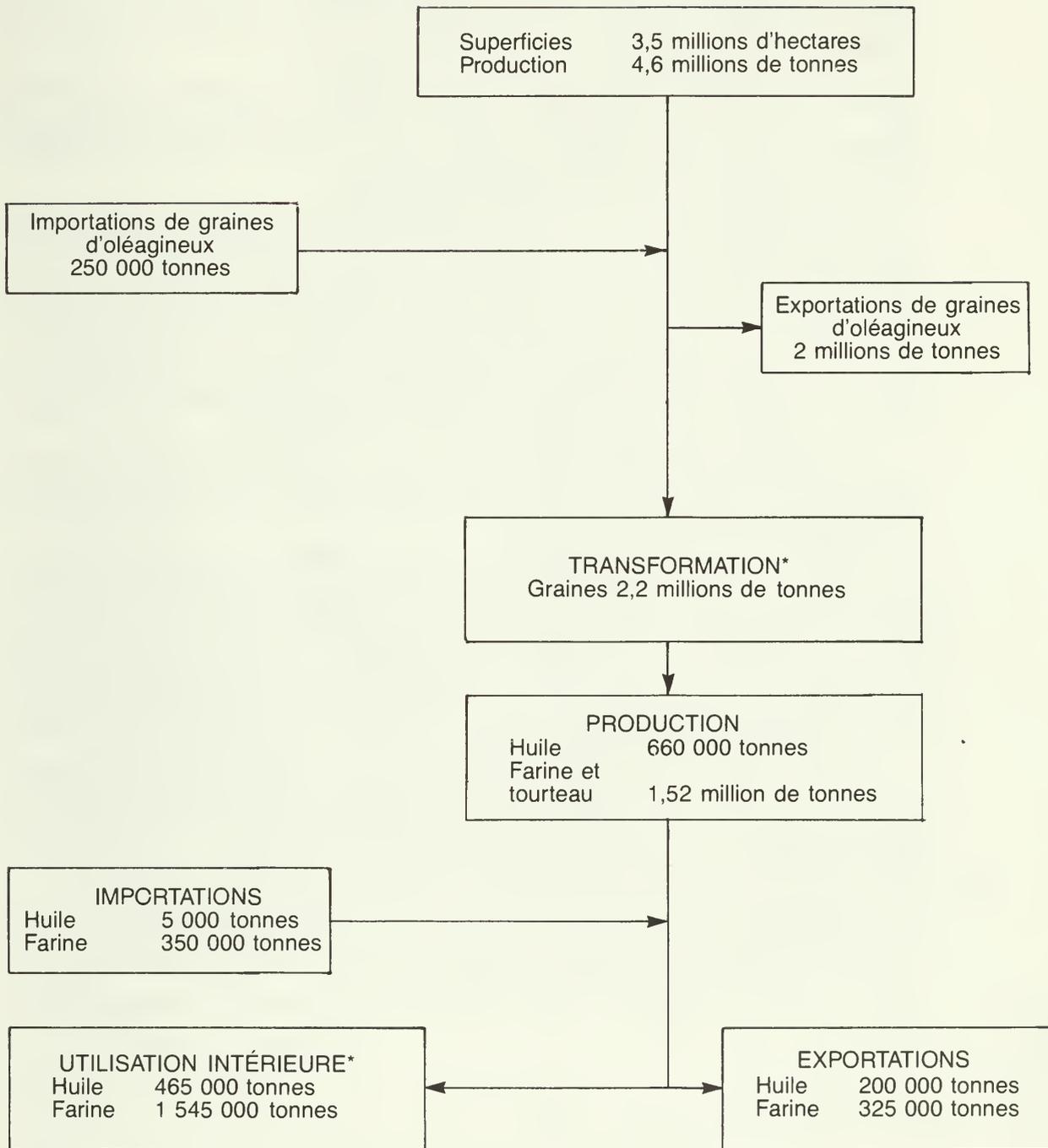
La production d'oléagineux occupe environ 3,5 millions d'hectares dont près de 90 % sont situés dans les provinces des Prairies. Au Canada, la superficie consacrée au colza se chiffre à environ 2,5 millions d'hectares. Les cultures de soja du Sud de l'Ontario sont à peu près les seules cultures commerciales d'oléagineux à l'est de la tête des Lacs.

La production canadienne de lin représente environ 28 % de la production mondiale et celle du colza environ 20 %. La production de colza, de tournesol et de lin suffit à répondre aux besoins intérieurs de pressurage. Quant au soja, la production se rapproche du niveau d'autosuffisance pour le pressurage. Les oléagineux sont vendus sur le marché libre et leur prix sont déterminés à l'échelle internationale.

Les principaux produits oléagineux d'exportation du Canada sont le canola, le colza et la graine de lin, tandis que certaines quantités de soja et de farine de tourteau de soja sont importées. Globalement, environ 50 % de la production canadienne d'oléagineux est exportée. En 1983-1984, ces exportations ont représenté environ 7 % de la valeur des exportations agricoles du Canada.

Le pressurage des oléagineux au pays même a éliminé la dépendance du Canada à l'égard de l'huile importée, tandis que la production de farine de tourteaux d'oléagineux comble environ 80 % des besoins du bétail en aliments à haute teneur protéique. Les efforts de la recherche pour réduire les pertes de récolte attribuables aux insectes, aux mauvaises herbes, aux maladies et aux conditions climatiques ont entraîné un accroissement des rendements.

Le circuit des oléagineux, 1983-1984



* Ne comprend pas la graine de lin

Bœuf

La production, la transformation et la commercialisation du bœuf représentent l'un des secteurs les plus importants de l'activité agricole au Canada. En 1983, les ventes de bœuf ont rapporté 3,6 milliards de dollars aux quelque 100 000 éleveurs de bovins du pays.

Chaque Canadien consomme environ 40 kg de bœuf par année. La viande de bœuf est celle que les Canadiens mangent le plus et constitue ainsi une part importante de leur alimentation; il s'agit d'une excellente source de protéines d'excellente qualité, de minéraux et de vitamines.

On élève des bovins de boucherie dans toutes les provinces, mais environ 80 % des élevages se trouvent à l'ouest de l'Ontario. La majeure partie de la viande de bovins laitiers provient de l'Ontario et du Québec. Le transport joue un rôle de premier plan dans le secteur du bœuf, étant donné que la plupart des régions productrices sont éloignées des centres de consommation. Chaque année, près d'un demi-million de bovins d'engrais sont acheminés de l'Ouest vers l'Ontario pour la finition et un grand nombre de carcasses sont expédiées des abattoirs de l'Ouest vers les marchés de l'Est, principalement ceux de Montréal.

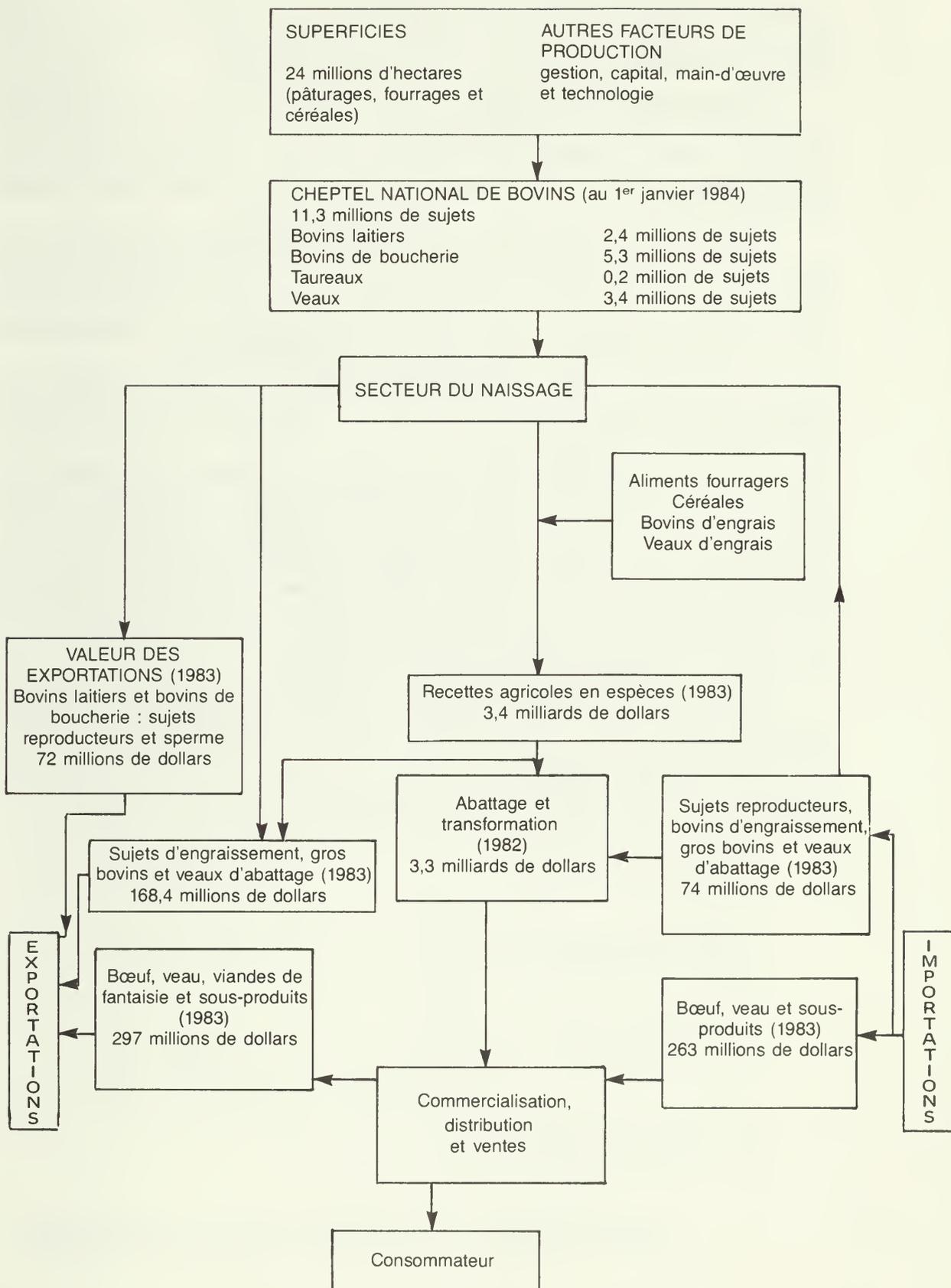
Les opérations d'abattage, de transformation et de commercialisation du bœuf forment un segment important de l'industrie alimentaire. Le secteur des salaisons emploie environ 35 000 travailleurs.

Même si la production de bœuf est surtout destinée au marché intérieur, le commerce international du bœuf est passablement important. En 1983, les exportations ont totalisé 537 millions de dollars et les importations 337 millions de dollars. Au chapitre des échanges internationaux de bœuf, le Canada affiche normalement un léger déficit (qui correspond à 2 ou 3 % de la consommation totale). Les exportations canadiennes de sujets reproducteurs et de sperme augmentent à l'heure actuelle.

Les techniques canadiennes de production, de transformation et de commercialisation du bœuf sont avancées, mais elles traînent de l'arrière quelque peu par rapport à celles des États-Unis. Il faudra intensifier les activités de recherche et de développement pour permettre à l'industrie canadienne de livrer une concurrence plus efficace sur le marché nord-américain.

Au Canada, la commercialisation du bœuf est libre et il n'existe aucun office de commercialisation. Le produit canadien est en concurrence avec celui des États-Unis et les prix sont essentiellement déterminés en fonction du vaste marché des États-Unis.

Le circuit du bœuf, 1982-1983-1984



Produits laitiers

La production laitière est une composante très importante de l'agriculture canadienne. En 1983, ce secteur intéressait tout près de 50 000 producteurs dont les recettes agricoles en espèces s'élevaient à 3,2 milliards de dollars, ce qui représente 20 % du total des revenus agricoles au Canada.

La production laitière se divise en deux grands secteurs, soit ceux du lait de consommation et du lait de transformation, le premier étant caractérisé par sa production élevée en grands troupeaux, le second par sa provenance d'élevages généralement moins nombreux et une production plus saisonnière (fondée surtout sur l'herbe pâturée).

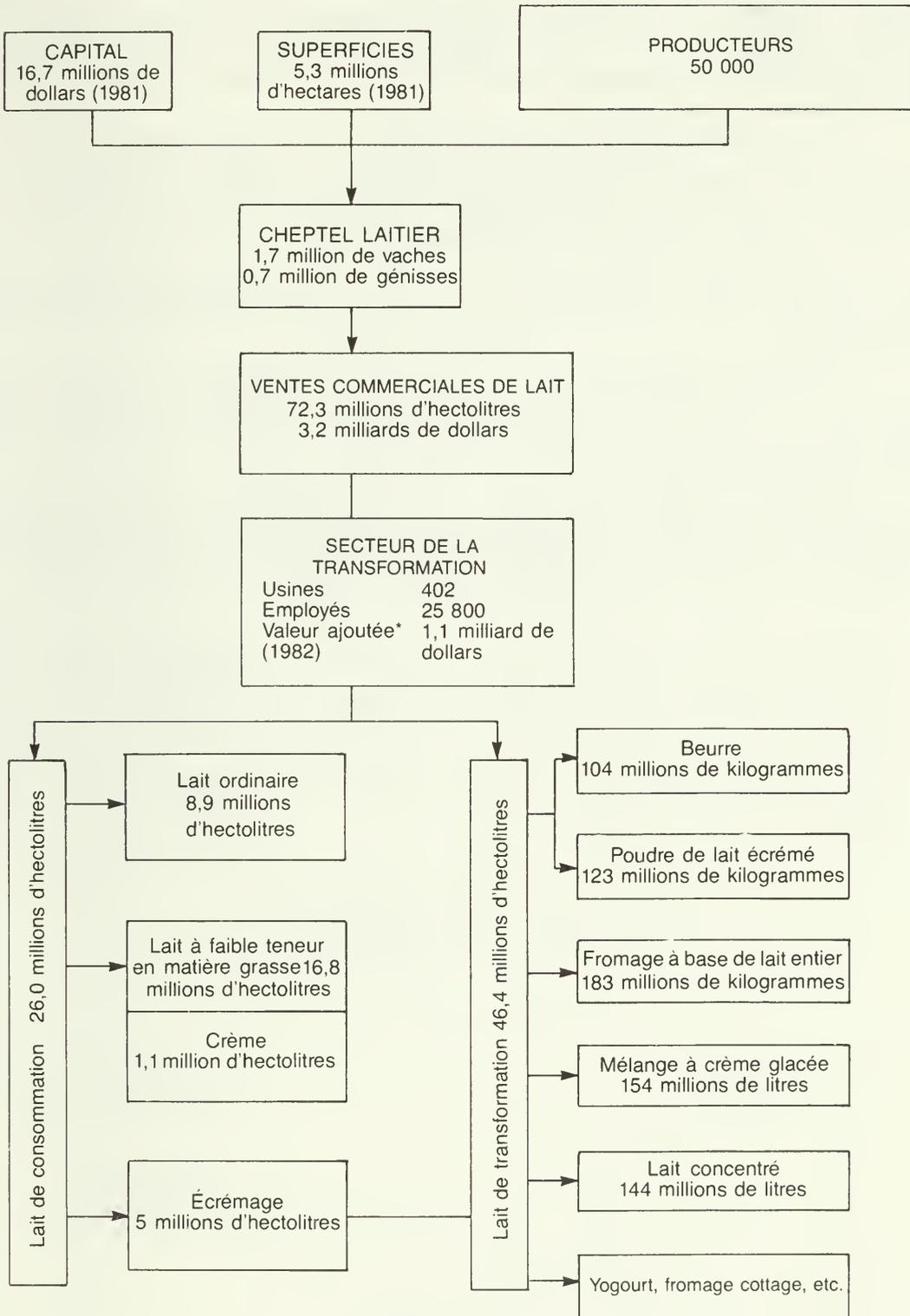
La production totale de lait n'a pratiquement pas changé depuis 1955. Les baisses de la consommation par habitant ont été compensées par la croissance démographique. L'évolution des habitudes de consommation s'est traduite par une consommation moindre de beurre et de lait homogénéisé et une consommation accrue de fromage, de yogourt et de lait partiellement écrémé.

Les troupeaux laitiers constituent une source importante de viande. Au Canada, la majeure partie du veau et une bonne part du boeuf de transformation proviennent des troupeaux laitiers.

La commercialisation du lait est assujettie, au Canada, à un système de gestion des approvisionnements. Ce système aide à stabiliser la production, les prix et le revenu agricole grâce à des quotas de production. Les offices de commercialisation provinciaux administrent les programmes qui touchent le lait de consommation, tandis que la Commission canadienne du lait administre la production du lait de transformation. Le gouvernement fédéral influe également sur les prix du lait industriel en fixant les prix de soutien du beurre et de la poudre de lait écrémé et en versant des paiements directement aux producteurs.

Parmi les activités de transformation industrielle des aliments, la transformation des produits laitiers n'est devancée en importance que par celle de la viande. En 1982, le secteur comptait environ 402 établissements de transformation, qui employaient environ 25 800 personnes. La valeur des expéditions des usines de transformation de produits laitiers se chiffrait à 5,5 milliards de dollars.

Le circuit des produits laitiers, 1983



*La valeur de la production moins le coût d'achat des matières premières et des facteurs de production (y compris le carburant et l'électricité)

Porc

Au Canada, l'importance du porc comme production agricole et comme produit alimentaire est considérable. En 1983, les ventes de porc ont rapporté des recettes en espèces de 1,7 milliard de dollars à plus de 50 000 éleveurs. Pour la même année, la consommation intérieure s'est chiffrée à une moyenne de 28,6 kg par habitant.

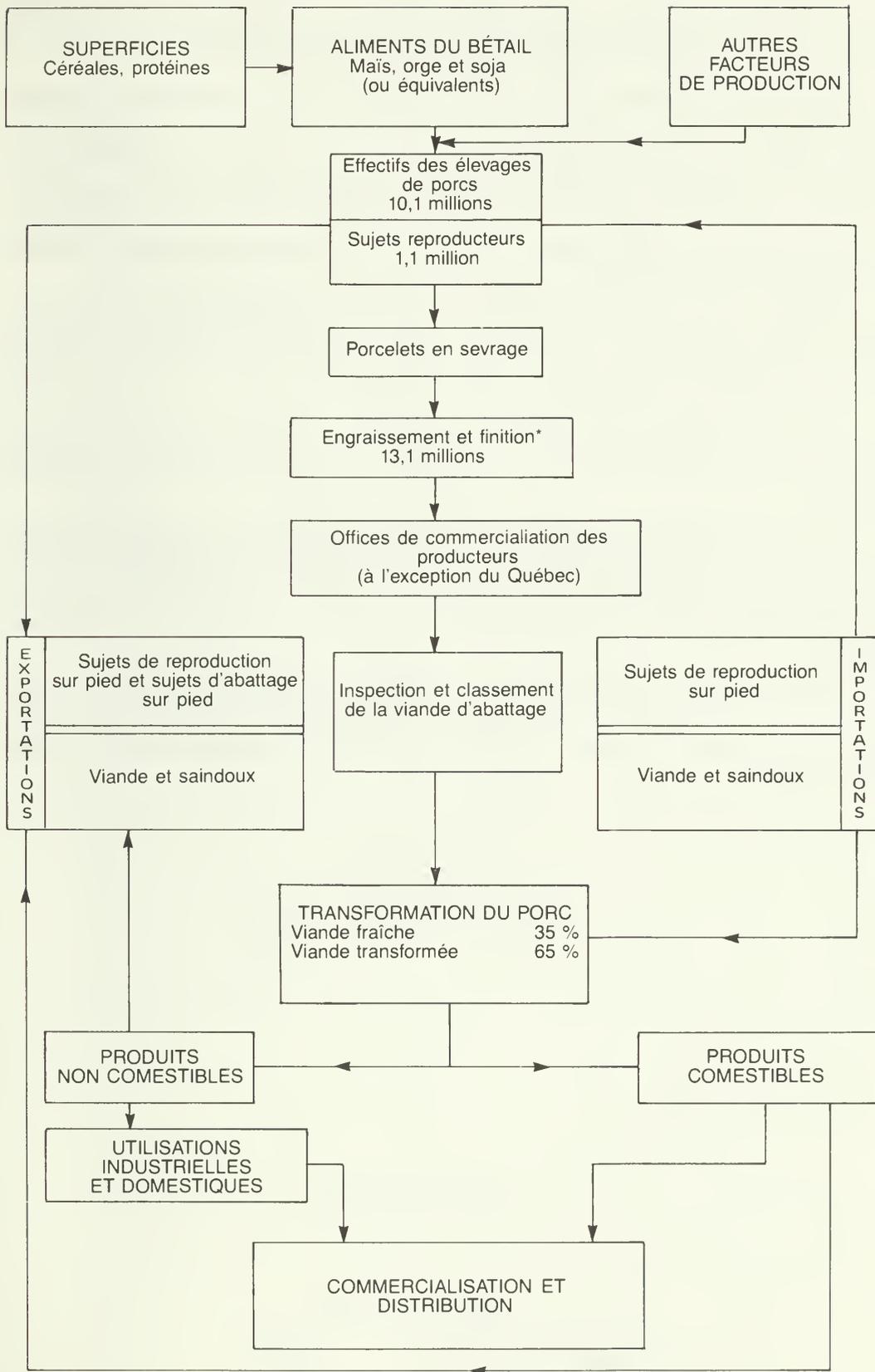
Les 13,6 millions de porcs vendus en 1983 ont été produits partout au Canada, les principaux centres de production se trouvant au Québec, en Ontario et en Alberta. Au cours des dernières années, la production s'est accrue dans l'Est du Canada et a diminué dans les provinces des Prairies.

La production a atteint un nouveau palier au cours de la dernière décennie, parallèlement à un accroissement de la consommation intérieure et des ventes d'exportation.

La commercialisation des porcs canadiens s'effectue par l'entremise d'offices provinciaux de commercialisation, qui ont été créés partout sauf au Québec. Les prix du porc canadien sont essentiellement assujettis à ceux du marché américain, qui est beaucoup plus vaste.

L'avenir de la production du porc semble dépendre de la croissance démographique canadienne, de l'expansion des marchés d'exportation et du maintien de rapports favorables entre les prix du porc et les coûts des aliments du bétail.

Le circuit du porc, 1983



* À l'exclusion des exportations de sujets sur pied

Volaille et œufs

En 1983, le secteur des œufs et de la viande de volaille a représenté environ 7 % du total des recettes agricoles en espèces, soit quelque 998 millions de dollars. On a évalué les ventes au détail à 2,1 milliards de dollars.

Les produits avicoles sont des aliments nutritifs de haute qualité. Parmi les protéines naturelles, les protéines des œufs sont celles dont la valeur biologique est la plus élevée et les œufs constituent une excellente source de vitamines et de minéraux. La viande de volaille contient peu de gras et est riche en protéines.

Les volailles transforment très efficacement les céréales en viande. Souvent, les taux de transformation atteints sont de l'ordre de deux kilogrammes d'aliments par kilogramme de viande.

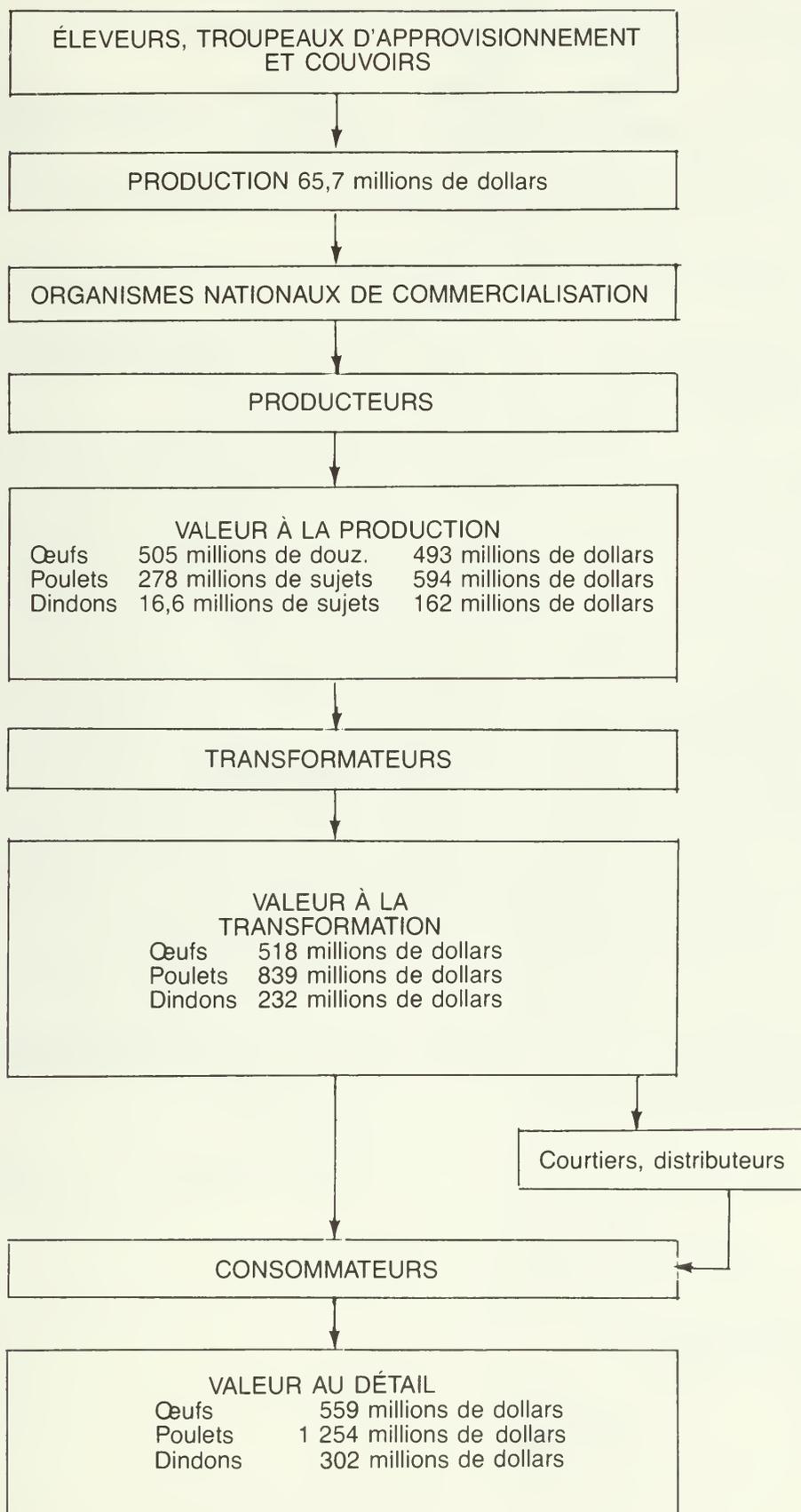
L'abattage et la transformation des volailles représentent une industrie secondaire importante dont la valeur ajoutée s'est chiffrée à 316 millions de dollars environ en 1983. Les secteurs de la vente au détail et de la distribution ont contribué pour 493 millions de dollars de plus.

La production et la transformation des volailles à grande échelle est l'activité de production animale qui est la plus mécanisée et qui utilise les techniques les plus avancées.

Des offices de commercialisation qui relèvent des provinces déterminent les prix minimaux des poulets et des dindons. Les prix à la production des œufs sont établis par formule de coûts de production à l'échelle nationale. La production de ces trois produits est contrôlée à l'échelle nationale par des agences de commercialisation.

Depuis 1950, la consommation de viande de volaille a doublé, atteignant 22,9 kg par habitant. La consommation d'œufs, qui a baissé au cours des 30 dernières années, passant de 20 à 18,5 douzaines par habitant, semble maintenant se stabiliser.

Le circuit de la volaille et des œufs, 1983



Horticulture

En 1981, près de 318 000 hectares étaient consacrés à la production horticole, à laquelle participaient environ 40 000 producteurs et plus de 62 000 travailleurs salariés.

L'Ontario est la plus importante région de production horticole et représente 36 % du total canadien. Le Québec représente 20 % du total, la Colombie-Britannique 9 %, les Maritimes 23 % et les Prairies 11 %.

Au Canada, les deux cultures horticoles les plus importantes sont celles de la pomme et de la pomme de terre.

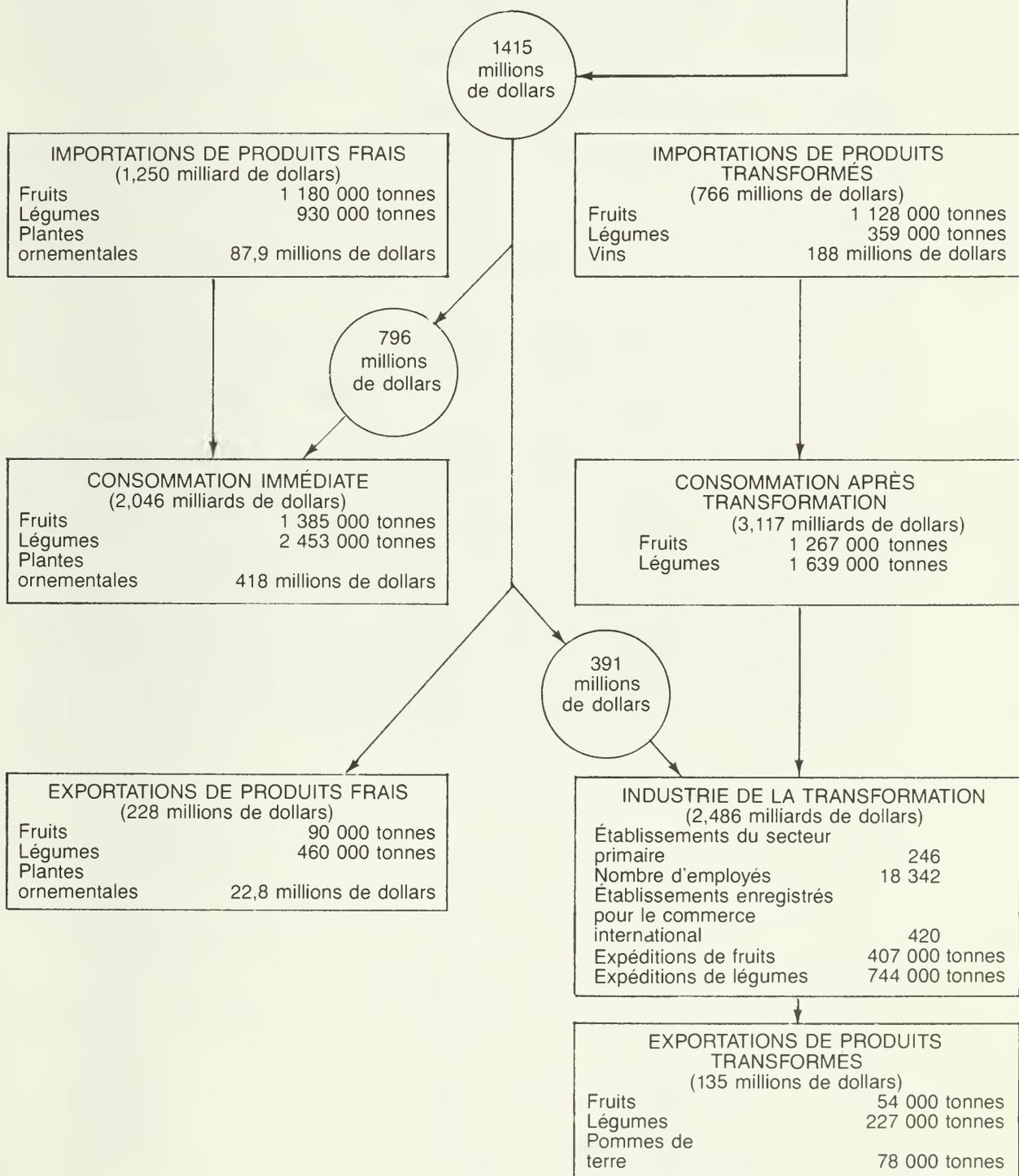
Les autres cultures de légumes de plein champ comprennent les cultures de transformation (tomates, maïs, pois, haricots, etc.), réservées surtout aux sols minéraux, et les cultures de consommation immédiate (carottes, laitue, céleri et chou), concentrées en majeure partie dans les sols organiques de la Colombie-Britannique, de l'Ontario et du Québec.

En 1982, on évaluait la production horticole du Canada à 1,415 milliard de dollars. De plus, les importations de produits horticoles se sont chiffrées à 2,016 milliards, soit 1,250 milliard de dollars de produits frais et 766 millions de dollars de produits transformés y compris les vins, évalués à 190 millions de dollars. Les exportations de produits frais se sont élevées à 228 millions de dollars et les exportations de produits transformés à 135 millions de dollars. Sur le 1,415 milliard de dollars de recettes en espèces, les légumes représentaient 447 millions, les fruits 292 millions, les pommes de terre 243 millions, les fleurs 218 millions, les produits de pépinière 100 millions, les gazons 35 millions et le miel et les produits de l'érable, 80 millions.

Plus du quart de la production de fruits et de légumes frais a été partiellement transformé avant d'être vendu aux consommateurs et cette transformation a donné lieu à une valeur ajoutée d'environ 820 millions de dollars. Ce secteur englobe quelque 213 établissements de transformation importants et 33 établissements vinicoles qui donnent de l'emploi à 18 342 travailleurs. Sur les 2,486 milliards de dollars de produits transformés en 1982, la part de l'Ontario a été de 54 %, celle des Maritimes et des Prairies de 20 %, celle de la Colombie-Britannique de 11 % environ et celle du Québec d'à peu près 15 %. Au niveau du grossiste, la valeur des produits horticoles de consommation immédiate et de transformation produits au Canada s'est élevée à 3,510 milliards de dollars (à l'exception des produits frais vendus aux transformateurs).

Le circuit de l'horticulture, 1981-1982

	PRODUCTEURS (nombre)	SUPERFICIES (hectares)	PRODUCTION (tonnes)	VALEUR (millions de dollars)
Fruits	14 903	77 983	713 000	292
Légumes*	17 817	227 696	4 742 000	690
Plantes ornementales	7 024	11 923	—	353
Produits de l'érable et miel	—	—	—	80



*Les pommes de terre font partie des légumes sauf si elles sont énumérées séparément.

TRANSFORMATION, DISTRIBUTION, VENTE AU DÉTAIL ET RESTAURATION

Transformation industrielle des aliments et des boissons

Le secteur de la transformation des aliments et des boissons est l'industrie de fabrication la plus importante du Canada. En 1982, ses 4372 usines ont expédié des produits d'une valeur de 38 milliards de dollars, soit 17,9 % de la valeur totale des expéditions du secteur de la fabrication. Ce secteur employait 227 000 personnes, soit 13,3 % de la main-d'œuvre de l'ensemble du secteur de la fabrication, et ses achats de matières premières et de fournitures, dont la plupart étaient d'origine agricole, ont totalisé 22,2 milliards de dollars.

Le secteur de l'alimentation et des boissons englobe un grand nombre d'industries distinctes (Tableau 15) dont la taille varie considérablement, allant de l'abattage et de la transformation des viandes, dont les effectifs se chiffraient à 34 400 personnes et la valeur ajoutée à 1,3 milliard de dollars en 1982, à la viniculture, dont les effectifs se chiffraient à 1300 personnes et la valeur ajoutée à 113 millions de dollars.

La notion de valeur ajoutée est utile pour évaluer la taille relative des industries. Il s'agit essentiellement de la valeur ajoutée par l'activité de transformation aux matières premières et aux fournitures achetées, qui donne une indication du degré de transformation.

La transformation industrielle des aliments et des boissons est un segment important de l'économie des provinces. Comparativement à celle de l'ensemble des industries de transformation, la valeur ajoutée de cette activité est d'environ 13 % en Ontario, 14 % au Québec, 16 % en Colombie-Britannique, 21 % dans les provinces des Prairies et 30 % dans la région de l'Atlantique.

La taille des établissements varie considérablement. Près de 45 % d'entre eux emploient moins de 10 travailleurs, tandis qu'environ 1 % en comptent plus de 500. Un douzaine d'établissements emploient plus de 1000 personnes.

Outre le secteur des aliments et des boissons, d'autres industries de fabrication, comme celles du tabac et des produits du cuir, utilisent des produits agricoles.

Tableau 15 Certaines statistiques portant sur la transformation des aliments et des boissons, Canada, 1982

Produit	Établissements (nombre)	Valeur ajoutée à la fabrication (en millions de dollars)	Main-d'œuvre totale (en milliers d'emplois)
Total, transformation des ali- ments et des boissons	4 372	10 215,6	226,8
Produits carnés et avicoles	582	1 507,5	44,3
– abattage et condition- nement de la viande	486	1 214,6	34,4
– conditionnement de la volaille	96	292,9	9,9
Industrie de la transformation du poisson	96	649,3	9,9
Transformation des fruits et des légumes	213	821,1	17,0
– conserveries de fruits et de légumes	177	599,1	12,3
– préparation de fruits et de légumes congelés	36	222,0	4,7
Industrie des produits laitiers	402	1 124,1	25,8
Meunerie et fabrication de céréales de table	53	338,1	5,3
Fabrication d'aliments pour les animaux	570	447,6	9,3
Boulangerie et pâtisserie	1 432	1 009,2	31,9
– fabricants de biscuits	28	224,7	6,4
– boulangeries	1 404	784,5	25,5
Industries alimentaires diverses	451	1 974,2	35,4
– confiseries	110	481,4	9,1
– raffineries de sucre de canne et de betterave	12	158,4	2,3
– fabricants d'huiles végétales	12	46,9	1,5
– fabrication de produits alimentaires divers	317	1 287,5	22,5
Fabrication de boissons	309	2 344,5	31,9
– fabriques de boissons gazeuses	203	598,0	12,4
– distilleries	33	470,7	5,3
– brasseries	40	1 162,6	12,9
– viniculteurs	33	113,2	1,3

Commercialisation et distribution

La tâche qui consiste à acheminer les produits végétaux et animaux de la ferme au transformateur et finalement au consommateur comporte des opérations d'achat et de vente, de transport, d'entreposage et de financement; à chaque étape, certains risques doivent être assumés. Les produits frais peuvent être acheminés directement au consommateur ou par l'entremise du circuit des grossistes et des détaillants.

Les prix peuvent être déterminés par vente aux enchères, par des offices de commercialisation, au niveau des marchés centraux, des courtiers, des grossistes, des coopératives et des ventes directes. Qu'il s'agisse de marchés locaux, nationaux ou internationaux ou qu'il s'agisse de produits périssables ou conservables, de produits frais ou transformés, le circuit de commercialisation et de distribution peut être adapté aux exigences particulières selon le cas. Les mécanismes qui s'appliquent aux diverses marchandises sont décrits dans la section qui traite de la production et des débouchés.

L'envergure du circuit de commercialisation et de distribution est difficile à évaluer, notamment en raison de la diversité des activités et de l'enchevêtrement des fonctions, souvent assumées par les transformateurs et les détaillants, surtout lorsqu'il s'agit d'entreprises de grande taille. Le Tableau 16 fournit certaines données sur la vente au gros des produits agricoles et alimentaires, qui représentent environ 30 % de l'ensemble du commerce de gros.

Vente au détail des aliments

En 1983, les ventes au détail des produits alimentaires ont totalisé 29 milliards de dollars, soit environ 27 % de l'ensemble des ventes de détail au Canada. De ce chiffre des ventes, 26,2 milliards de dollars correspondaient aux recettes des épiceries et des épiceries-boucheries, tandis que les 2,7 milliards de dollars restants représentaient les recettes de tous les autres magasins d'alimentation, notamment les magasins spécialisés (comme les boulangeries, les boucheries, les comptoirs à fromages et les rayons d'alimentation d'autres types de magasins). Des données relatives aux chiffres des ventes de ces magasins figurent au Tableau 17.

Au Canada en 1983, 32 609 détaillants de produits alimentaires étaient classés comme épiceries ou comme épiceries-boucheries. Ces catégories de magasins englobaient les supermarchés, les dépanneurs, les magasins d'entrepôts (grands magasins d'alimentation), les hypermarchés (magasins de produits alimentaires et d'articles non alimentaires comme les petits appareils ménagers), les magasins de dépôt, les magasins de produits en vrac et les magasins à éventail limité de produits. La diversité de plus en plus grande des types de magasins traduit les efforts déployés par les détaillants pour réduire les coûts tout en répondant aux exigences des consommateurs en matière de prix, de qualité, de diversité et de commodité.

Chaque année, la revue *Canadian Grocer* évalue la répartition du nombre d'épiceries et d'épiceries-boucheries selon le type de propriété. En 1983, les chaînes de magasins (groupes de quatre magasins ou plus réunis sous une même raison sociale) contrôlaient 1693 supermarchés et 3167 dépanneurs; on comptait 8549 établissements indépendants liés à des grossistes (comme la firme IGA) et 19 200 magasins sans affiliation.

Tableau 16 Secteur de la vente au gros des produits agricoles et des aliments, 1981

Produit	Établissements	Valeur des achats (en millions de dollars)	Volume des ventes (en millions de dollars)
Produits agricoles	1 343	14 452	29 837
Aliments	4 543	18 589	23 923

Tableau 17 Secteur canadien de la vente au détail des aliments, 1983

Type d'organisation	Ventes (en millions de dollars)	Pourcentage
Épiceries-boucheries	21 027,3	72,6
– chaînes	13 621,8	47,0
– magasins indépendants	7 405,6	25,6
Épiceries, confiseries et magasins d'articles divers	5 209,7	18,0
– chaînes	1 497,7	5,2
– magasins indépendants	3 712,0	12,8
Magasins de spécialités alimentaires	2 048,8	7,1
– chaînes	179,4	0,6
– magasins indépendants	1 869,4	6,5
Ventes de produits alimentaires dans des magasins d'articles non alimentaires	795,0	2,4
TOTAL	28 980,9	100,0

Le secteur de la restauration

Le secteur de la restauration (Tableau 18) comprend un segment commercial et un segment non commercial.

La valeur des ventes de produits alimentaires des restaurants, des traiteurs et des tavernes, qui représentent une proportion importante des établissements du segment commercial, a été évaluée à 10,1 milliards de dollars par Statistique Canada pour l'année 1983. Il n'existe pas de données précises sur le segment non commercial (qui englobe les services alimentaires fournis dans les écoles, les hôpitaux, les cafétérias d'entreprises, dans les établissements des forces armées et dans les pénitenciers) ou sur les services alimentaires fournis à titre d'activité commerciale secondaire par des établissements comme les hôtels et les motels. Il est possible que ces sous-secteurs ajoutent plusieurs milliards de dollars au chiffre total des ventes de services alimentaires. En 1983, 73 % des recettes du segment commercial correspondaient à celles des restaurants. Les ventes de boissons alcooliques représentaient environ 22 % des recettes des restaurants où la vente d'alcool était autorisée.

En 1983, le segment commercial de l'industrie des services alimentaires englobait 38 229 établissements répartis comme suit : restaurants 64 %, comptoirs de repas à emporter 19,3 %, traiteurs 8,4 %, et tavernes 8,4 %.

Le secteur des services alimentaires a connu une croissance extrêmement rapide et accapare désormais plus du quart du budget alimentaire du consommateur. Il s'agit maintenant d'un secteur clé de l'industrie agro-alimentaire.

Tableau 18 Secteur de la restauration commerciale, 1983

Type d'établissement	Nombre d'établissements	Recettes (en millions de dollars)
Restaurants		
– avec permis	11 669	4 476,0
– sans permis	12 759	2 888,6
Repas à emporter	7 393	1 206,9
Traiteurs	3 211	772,1
Tavernes	3 197	743,7
TOTAL	38 229	10 087,3

CONSOMMATION ET DÉPENSES ALIMENTAIRES

En 1981, les Canadiens ont consacré 18 % de leur revenu disponible à l'achat d'aliments, de boissons et de tabac. Seuls les États-Unis et les Pays-Bas affichent un pourcentage moindre et ce pourcentage a baissé de façon passablement constante depuis 1961. En termes absolus, les dépenses alimentaires ont augmenté en raison de la hausse des prix des aliments, mais les revenus ont augmenté également.

Les structures de dépense et de consommation alimentaires varient en fonction de l'évolution des prix relatifs, des revenus et des goûts. Entre 1978 et 1982, pour ce qui est des aliments consommés au foyer, les dépenses consacrées aux produits laitiers, aux fruits, aux légumes, aux produits de boulangerie et de pâtisserie et aux produits céréaliers ont augmenté, tandis que les dépenses consacrées à la viande, à la volaille, au poisson, aux boissons, aux matières grasses, aux huiles et aux autres aliments ont diminué (Tableau 19).

En 1982, la proportion des dépenses alimentaires faites à l'extérieur du foyer s'est chiffrée à 24,4 %, soit une légère baisse par rapport au niveau de 25,9 % en 1978. Comparativement aux dépenses pour l'achat d'aliments consommés à la maison, une plus grande part des dépenses à l'extérieur du foyer est consacrée à l'achat de viande et une proportion plus faible à l'achat de produits laitiers, de fruits et de légumes.

Ces données s'appliquent toutefois aux familles moyennes. Dans le cas des familles à faible revenu, des personnes âgées, des familles monoparentales et des ménages dont un membre travaille exclusivement à la maison, les achats d'aliments représentent une proportion plus importante du revenu. Par exemple, en 1982, les familles à faible revenu ont consacré environ 20 % de leur revenu avant impôt à l'achat d'aliments (consommés à la maison ou à l'extérieur) comparativement à 10 % dans le cas des familles à revenu élevé. Au chapitre de la répartition des dépenses entre les diverses catégories d'aliments, les familles à faible revenu consacrent plus d'argent à l'achat de produits laitiers, d'œufs, de produits céréaliers et de produits de boulangerie, de matières grasses, d'huiles, de boissons et de poisson et moins à l'achat de viande, de fruits et de légumes frais.

Au Canada, il est probable que la croissance de la demande totale d'aliments correspondra à peu près à la croissance démographique, c'est-à-dire à un taux annuel de 1 à 1,5 %. A l'échelle mondiale, cependant, on prévoit une augmentation considérable de la demande alimentaire.

Tableau 19 Revenus consacrés à l'achat d'aliments de consommation domestique et pourcentage du revenu consacré aux principales catégories d'aliments

Produit	1978	1982
Viande, volaille et poisson	33,1	31,1
Fruits et légumes	17,3	19,4*
Produits laitiers et œufs	16,6	18,0
Produits de boulangerie et produits céréaliers	11,2	12,7
Boissons	7,4	6,1
Matières grasses et huiles	2,6	1,9
Autres aliments	11,8	10,8
ENSEMBLE DES PRODUITS ALIMENTAIRES	100,0	100,0

* Cette catégorie d'aliments comprend les noix qui, dans les enquêtes précédentes, faisaient partie de la catégorie des autres aliments.

COMMERCE INTERNATIONAL

En 1983, la valeur des exportations agricoles a atteint 9,5 milliards de dollars, tandis que les importations agricoles se sont chiffrées à 5,2 milliards de dollars. La prépondérance du blé comme produit d'exportation canadien ressort nettement du Tableau 20 où les valeurs des principaux produits d'exportation sont exprimées en pourcentages des exportations et des importations agricoles totales. En 1983, environ la moitié de nos importations agricoles étaient répartie parmi trois groupes de produits, soit les fruits et les noix, les produits de plantations (thé, café, cacao et caoutchouc) et les légumes. Au cours des dix dernières années, l'importance relative des catégories de produits agricoles d'importation et d'exportation a peu varié.

Exportations

En 1983, les États-Unis sont devenus notre principale marché d'exportation de produits agricoles. Auparavant, c'est la Communauté économique européenne qui était le marché le plus important du Canada; cependant, depuis quelques années, les ventes aux États-Unis, au Japon et à l'URSS ont été plus importantes.

Importations

Les principaux fournisseurs de produits agricoles du Canada sont les États-Unis, l'Australie, la Communauté économique européenne, le Brésil, la Nouvelle-Zélande et le Mexique. Les produits des États-Unis représentent plus de la moitié de nos importations agricoles. Le Tableau 21 révèle que les produits américains représentaient 60 % de la valeur totale de nos importations agricoles en 1983.

Commerce des produits alimentaires

Le commerce des produits alimentaires est une composante du commerce agricole. Aux fins de la présente publication, il s'agit du commerce des produits agricoles frais ou transformés qui sont prêts pour la consommation tels que la viande, les fruits, les noix, les légumes, le thé et le sucre raffiné. Ce type d'échange englobe également les produits du poisson et les boissons (alcooliques et non alcooliques) qui ne sont pas normalement compris dans les données sur le commerce agricole. Le commerce des produits alimentaires n'englobe pas les produits agricoles qui ne sont pas comestibles ou qui n'ont pas encore atteint le stade de produits comestibles, comme le blé, le tabac, le café vert, le sucre brut, les fourrures et les peaux. En 1983, les exportations de produits alimentaires ont été évaluées à 3,9 milliards de dollars et les importations de produits alimentaires à 4 milliards de dollars.

Tableau 20 Commerce agricole du Canada en 1983

Catégorie de produits	Exportations (%)	Importations (%)
Céréales ¹	59	2
Produits céréaliers	2	3
Aliments du bétail	3	1
Oléagineux	7	3
Produits d'oléagineux	1	6
Animaux sur pied	3	2
Viandes	7	6
Autres produits animaux	4	6
Produits laitiers	3	2
Volaille et œufs	*	1
Fruits et noix	1	24
Légumes	2	12
Pommes de terre	1	1
Graines de semence	*	1
Produits de l'érable	*	*
Sucre	*	4
Tabac	1	1
Fibres végétales	*	2
Produits de plantations	*	13
Autres produits agricoles	3	10
TOTAL	100	100

¹ Blé 82 %, orge 14 %, autres céréales 4 %.

* = moins de 1 %

Tableau 21 Principaux marchés d'exportation des produits agricoles canadiens

Période	Total	Chine	CEE	Japon	É.-U.	URSS	Autre
1973-1982 (en millions de dollars)	5 563	405	1 044	901	861	720	1 632
(% du total)	(100)	(7)	(19)	(16)	(15)	(13)	(30)
1983 (en millions de dollars)	9 505	941	1 164	1 296	1 736	1 646	2 722
(% du total)	(100)	(10)	(12)	(14)	(18)	(17)	(29)

Tableau 22 Principaux pays d'origine des produits agricoles importés par le Canada

Période	Total	Aus- tralie	Brésil	CEE	Mexi- que	Nouvelle- Zélande	É.-U.	Autre
1973-1982 (en millions de dollars)	3 907	239	109	281	70	93	2 249	866
(% du total)	(100)	(6)	(3)	(7)	(2)	(2)	(58)	(22)
1983 (en millions de dollars)	5 185	180	198	427	76	141	3 118	1 045
(% du total)	(100)	(4)	(4)	(8)	(1)	(3)	(60)	(20)

SOURCES DES DONNÉES

Les ouvrages énumérés sont des publications de Statistique Canada à moins que l'inscription ne soit suivie d'un astérisque.

- Tableaux 1 à 5 — Recensement de l'agriculture de 1981
- Tableau 4 — Recensement de la population de 1981
- Tableaux 6, 7 — Revenu net agricole. N° 21-202 au catalogue (annuel)
- Tableau 8 — Société du crédit agricole, Enquête de 1984 sur le crédit agricole*
- Tableau 9 — Ventes d'instruments et d'outillage agricoles. N° 63-203 au catalogue (annuel) (avant 1978)
- Indice des prix des entrées dans l'agriculture. N° 62-004 au catalogue (trimestriel)
- Revenu net agricole. N° 21-202 au catalogue (annuel) (valeur des machines agricoles)
- La population active. N° 71-001 au catalogue (mensuel)
- Stocks, livraisons et commandes des industries manufacturières. N° 31-001 au catalogue (mensuel)
- Exportations : Commerce de marchandises. N° 65-202 au catalogue (annuel)
- Importations : Commerce de marchandises. N° 65-203 au catalogue (annuel)
- Fabricants d'instruments. N° 42-202 au catalogue (annuel) (emploi et nombre d'établissements)

- Tableau 10 — Indice des prix des entrées dans l'agriculture. N° 62-004 au catalogue (mensuel)
 — SUEN, E., *Fertilizer Statistical Bulletin*. Agriculture Canada, publication n° 82/2, mars 1982*
 — L'Institut canadien des engrais, Canadian Fertilizer Information System*
- Tableau 11 — Indice des prix des entrées dans l'agriculture. N° 62-004 au catalogue (mensuel)
- Tableau 12 — Utilisation de l'énergie dans les exploitations agricoles, 1981. N° 21-509 au catalogue (hors série)
- Tableau 13 — Les finances publiques provinciales — Recettes et dépenses. N° 68-207 au catalogue (annuel)
 — HUOT, M., *Federal Agri-Food Expenditures, 1970-71 to 1982-83*. Agriculture Canada, document de travail, 1984*
- Tableau 14 — Revenu net agricole. N° 21-202 au catalogue (annuel)
- Tableau 15 — Industries manufacturières du Canada : niveaux national et provincial. N° 31-203 au catalogue (annuel)
- Tableau 16 — Statistique sur le commerce de gros — Marchands de gros; agents et courtiers. N° 63-226 au catalogue (annuel)
- Tableau 17 — Ventes et stocks des grands magasins. N° 63-002 au catalogue (mensuel)
 — Commerce de détail. N° 63-005 au catalogue (mensuel)
- Tableau 18 — Statistiques des restaurants, traiteurs et tavernes. N° 63-011 au catalogue (mensuel)
- Tableau 19 — Dépenses alimentaires des familles urbaines, 1978. N° 62-548 au catalogue (hors série)
 — Dépenses alimentaires au titre des aliments au Canada, 1982. N° 62-549 au catalogue (hors série)
- Tableaux 20 à 22 — Exportations : Commerce de marchandises. N° 65-202 au catalogue (annuel)
 — Importations : Commerce de marchandises. N° 65-203 au catalogue (annuel)



